

Pour diffusion immédiate

Privatisation rampante de l'éducation financée par les fonds publics de l'Ontario

TORONTO, le 1^{er} décembre 2020 — La Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario (FEO) a publié la déclaration, intitulée *Il n'y a pas de fumée sans feu*, dans laquelle elle présente ses préoccupations suscitées par certaines annonces et mesures du gouvernement de l'Ontario depuis le début de la pandémie.

La déclaration mentionne des mesures qui, prises ensemble, signalent peut-être la privatisation rampante de l'éducation financée par les fonds publics. Citons par exemple deux récents appels d'offres lancés par l'OQRE aux développeurs de tests en ligne pour l'évaluation des mathématiques en 9^e année et pour le test de compétences en mathématiques; le mandat élargi de TFO en vertu du projet de loi 197, qui vise l'élaboration de cours en lignes pour l'année scolaire 2020-2021; et les deux crédits de cours en ligne exigés par le gouvernement pour l'obtention du diplôme d'études secondaires.

« La FEO et ses membres croient de tout cœur en l'éducation financée par les fonds publics, déclare Parker Robinson, président de la FEO. Nous nous opposerons toujours à toute forme de privatisation. »

Lisez la déclaration intégrale, *Il n'y a pas de fumée sans feu*.

La Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario est la porte-parole de la profession enseignante en Ontario et de ses 160 000 enseignantes et enseignants. Les membres de la FEO sont des enseignantes et des enseignants à plein temps, à temps partiel et occasionnels qui œuvrent dans toutes les écoles de la province financées par les fonds publics — élémentaires, secondaires, publiques, catholiques et francophones.

- 30 -

Pour obtenir de plus amples renseignements, communiquer avec :

Scott Perkin, secrétaire-trésorier

scott.perkin@otffeo.on.ca

www.otffeo.on.ca